



DECLARATION LIMINAIRE CDAS DU 19 NOVEMBRE 2013

Monsieur Le Président,

La situation sociale et économique du pays est d'une extrême gravité. Le pouvoir d'achat des ménages a enregistré en 2012 une baisse record de 0,9 %, les fonctionnaires des ministères économiques et financiers n'en sont pas épargnés.

Alors que cette situation devrait conduire à stopper sans délais une hémorragie de moyens et d'emplois qui s'amplifie d'année en année dans nos ministères, la note est particulièrement salée :

- 2 654 suppressions d'emplois ;
- baisse de 5 % des dépenses d'interventions ;
- baisse de 4 % des dépenses de fonctionnements et d'investissements ;
- et baisse de 0,4 % des dépenses de rémunérations. Alors que les services de toutes les administrations constitutives de Bercy sont exsangues et ne disposent plus des moyens nécessaires à l'exercice plein et entier de l'ensemble des missions.

Ceci s'ajoutant au gel du point d'indice, à la réduction des plans de qualifications et à la dégradation des conditions de travail.

Notre ministre, Pierre Moscovici, a déclaré lors de la présentation du budget 2014 : « il est clair que des agents devront trouver une autre affectation au sein de la DGDDI, voire une autre administration ... » Ces propos en disent long sur l'avenir des services douaniers.

Le projet stratégique douane 2018 a pour objectifs de supprimer des emplois, de flatter les marchés, de simplifier les procédures, de soutenir la compétitivité des entreprises et l'attractivité du territoire, d'alléger les contrôles au

détriment de notre métier, de la sécurité de nos concitoyens et de l'avenir de nos enfants.

Engagée dans un processus d'action et à long terme depuis le 6 décembre 2012 l'inter-syndicale douanière a organisée avec réussite les états généraux de la douane le 18 septembre 2013 au CESE à Paris. La journée d'action et de grève du jeudi 21 novembre 2013 constituera un nouveau point d'étape dans la mobilisation avec un millier de douaniers attendus sur l'esplanade du palais omnisport de Bercy.

Concernant l'action sociale interministérielle pour 2014, nous avons appris avec consternation la réduction de 20 millions d'euros du budget. Avec nos camarades de la fonction publique nous condamnons et refusons cette mesure !! Cette baisse est en complète contradiction avec les ambitions affichées par les ministres.

Une étude de l'observatoire interne constate que 65 % des agents jugent que leur condition de travail se dégrade, que 53 % estiment que les changements sont défavorables et que 55 % pensent que leur situation va se dégrader. Cela confirme ce que nous savons déjà, notamment un nombre croissant d'accompagnement social et de soutien psycho-social, sans pour autant qu'il y ait des créations d'emplois d'assistantes de service social.

La CGT Finances exige l'augmentation de la valeur faciale du titre restaurant avec une participation plus importante de l'administration.

La CGT demande à nouveau ce qui est envisagé concernant le départ programmé en 2014 du médecin de prévention. Assisterons- nous à la mort programmée de la médecine de prévention dans notre département ?

Les représentants CGT Finances de l'Yonne

Nathalie FOURNILLON
Caroline GERMAIN

Nathalie ZELMAT
Didier BOURIGAULT